



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du Développement Local
et de l'Environnement
Bureau de l'environnement**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 2 novembre 2020
portant abrogation de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 et
enregistrement de la création d'un entrepôt logistique au profit de
la Société CEPL sur la commune de Montierchaume**

**LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** le Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire – Bretagne ;
- Vu** le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets ;
- Vu** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;
- Vu** l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique n° 2910-A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2925-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** la demande présentée en date du 6 mars 2020 et complétée le 11 juin 2020 par la société CEPL dont le siège social est situé 16 boulevard d'Anvaux - 36 000 Châteauroux pour la création d'un entrepôt logistique sur la commune de Montierchaume ;
- Vu** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 7 juillet 2020 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- Vu** l'absence d'observation du public recueillie entre le 31 août 2020 et le 28 septembre 2020 ;
- Vu** les avis des conseils municipaux de Montierchaume et Déols consultés le 8 juillet 2020 ;
- Vu** l'avis du maire de Montierchaume sur la proposition d'usage futur du site du 17 mars 2020 ;

Vu le courrier de Châteauroux Métropole du 9 juin 2020 limitant la construction d'un éventuel ERP sur la parcelle mitoyenne à l'arrière de l'entrepôt ;

Vu le rapport du 21 octobre 2020 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant enregistrement pour la création d'un entrepôt logistique sur la commune de Montierchaume ;

Vu les observations de l'exploitant, reçues par mail le 28 octobre 2020, déclarant l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 susvisé, erroné ;

Vu le courrier de la DREAL du 28 octobre 2020 déclarant ces observations recevables ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

Considérant que la sensibilité du milieu ne justifie pas le basculement en procédure d'autorisation ;

Considérant que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant enregistrement pour la création d'un entrepôt logistique doit être abrogé ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

TITRE 1. ABROGATION

Article 1.1. ABROGATION

L'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant enregistrement pour la création d'un entrepôt logistique sur la commune de Montierchaume est abrogé ;

TITRE 2 : PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 2.1. Bénéficiaire et portée

Article 2.1.1. EXPLOITANT, durée, péremption

Les installations de la société CEPL Châteauroux représenté par M. Thomas DUQUESNE dont le siège social est situé 16 boulevard d'Anvaux 36 000 Châteauroux, faisant l'objet de la demande susvisée du 6 mars 2020, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Montierchaume ZAC de la Maletterie, 2 Avenue Pierre Clostermann sur la parcelle cadastrale n° 35 de la section ZH. Elles sont détaillées au tableau de l'article 2.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 2.2. Nature et localisation des installations

ARTICLE 2.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations projetées entraînent le classement du site sous le régime de l'enregistrement pour les rubriques n° 1510 (entrepôts couverts), n° 1530 (papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues), n° 1532 (bois ou matériaux combustibles analogues), n° 2662 (polymères) et n° 2663-1 (pneumatiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sous le régime de la déclaration avec contrôles pour la rubrique n° 2910-A (combustion) et sous le régime de la déclaration pour la rubrique n° 2925-1 (accumulateurs électriques).

La nature et le volume des rubriques pour lesquelles le site relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sont récapitulés dans le tableau ci-après :

	Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unités du volume
Installations projetées	1510	2	E	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Entrepôt	Volume des entrepôts	> ou = 50000 mais < 300000	m ³	224000	m ³
	1530	2	E	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.	Entrepôt	Volume susceptible d'être stocké	> 20000 mais < ou = 50000	m ³	40000	m ³
	1532	2	E	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	Entrepôt	Volume susceptible d'être stocké	> 20000 mais < ou = 50000	m ³	40000	m ³
	2662	2	E	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de).	Entrepôt	Volume susceptible d'être stocké	> ou = 1000 mais < 40000	m ³	39800	m ³

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unités du volume
2663-1	b	E	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.	Entrepôt	Volume susceptible d'être stocké	> ou = 2000 mais < 45000	m ³	40000	m ³
2663-2	b	E	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Dans les autres cas et pour les pneumatiques.	Entrepôt	Volume susceptible d'être stocké	> ou = 10000 mais < 80000	m ³	40000	m ³
2910-A	2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1.	Chaudières	Puissance thermique nominale	> 1 mais < 20	MW	1,50	MW
2925-1		D	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). Lorsque la charge produit de l'hydrogène.	Local de charge	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	> 50	kW	> 50	kW

	Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unités du volume
	4320		NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Local de stockage	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 15	t	14	t
	4734-2	2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution.	Stockage de gazole non routier	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	> ou = 50 au total, mais < 100 d'essence et < 500 au total	t	< 50	t

E enregistrement

DC déclaration avec contrôle

D déclaration

NC non classées

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 2.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations enregistrées sont situées sur les communes, et parcelles suivantes :

Communes	Coordonnées Lambert 93	Parcelle	Section
Montierchaume	X= 603 822 m, Y= 6 638 902 m	35	ZH

Les installations mentionnées à l'article 2.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et mis en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.2.3. INFORMATION D'AVANCEMENT DU PROJET

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date prévue pour le démarrage du chantier d'aménagement.

De même, dès la mise en service industrielle des installations, l'exploitant en avise l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.3. Conformité au dossier d'enregistrement

ARTICLE 2.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 9 mars 2020 et complétée le 11 juin 2020.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels suivants :

– du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

– du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique n° 2910-A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

– du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2925-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

CHAPITRE 2.4. Mise à l'arrêt définitif

ARTICLE 2.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel.

CHAPITRE 2.5. Prescriptions techniques applicables

ARTICLE 2.5.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique n° 2910-A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2925-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3.3. PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la société CEPL.

Une copie est adressée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire.

Conformément à l'article R. 512-46-24 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 512-46-11 ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3.4. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 1 cours Vergniaud – 87 000 LIMOGES :

– par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage de l'acte en mairie, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

– un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de l'Indre – Place de la Victoire et des Alliés – CS 80583 – 36 019 CHATEAUROUX Cedex ;

– un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la Transition Écologique – Direction Générale de la Prévention des Risques – Grande Arche de la Défense – Paroi Sud – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R. 181-50 du code de l'environnement.

ARTICLE 3.5. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'Inspection des installations classées, le maire de Montierchaume, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

Thierry BONNIER

